

## Un an de LOI TAQUET, et toujours des mineurs à la rue dans le 92

	Nationalité	Composition MNA/Majeur	Situation	Durée de la période à la rue
Garçon	Guinée Bissau	MNA	Arrivé à 15ans ½. Document d'état-civil refusé. OP*le 29 /07/2022.	6 mois
Garçon	Ivoirien	MNA	Arrivé à 15 ans ½. Documents d'état-civil refusés. OP le 17/11/2022.	3 mois
Garçon	Ivoirien	MNA	Arrivé à 15 ans ½. Tests osseux, documents d'état-civil refusés. Placé par la cour d'Appel le 15/09/2022.	9 mois
Garçon	Camerounais	MNA	16 ans ½. Tests osseux sans prise en compte des documents d'état-civil et du passeport. OP le 26/09/2022.	4 mois
Garçon	Ivoirien	MNA	Arrivé à 15 ans ½. Isolement contesté. Puis contestation de documents d'état-civil légalisés.	13 mois
Garçon	Gambien	MNA	Arrivé à 16 ans ½. Documents d'état-civil non acceptés sans expertise. En attente d'audience chez le JE**.	3 mois
Garçon	Gambien	MNA	Documents d'état-civil non acceptés sans expertise. En attente d'audience.	2 Mois
Garçon	Malien	MNA	Arrivé à 15 ans. Mis à la rue après tests osseux malgré des documents d'état-civil. Pas de placement après saisine du JE. En attente de Cour d'Appel.	4 mois
Garçon	Malien	MNA	15 ans ½. Mis à la rue après test osseux malgré les documents d'état-civil. Convocation du juge non reçue. En attente de Cour d'Appel.	5 mois
Garçon	Ivoirien	MNA	15 ans. Mis à la rue après test osseux. Confirmation de minorité par la Cour d'Appel en décembre 2022.	8 mois

\*OP : Ordonnance de placement prise par le Juge des enfants. \*\* JE : Juge des enfants

### **STOP aux violations des droits des mineur-e-s isolé-e-s.**

#### **Il faut dès maintenant**

- **Garantir la présomption de minorité,**
- **Mettre à l'abri les mineur-e-s,**
- **Les assister dans la reconstitution de leur état civil.**

#### Trois propositions urgentes pour

**« En finir avec les violations des droits des mineur-e-s isolé-e-s ». 90 propositions pour une meilleure protection.** Rapport 2023 AADJAM, la Cimade, InfoMIE, Médecins du Monde, le Secours Catholique – Caritas France, le GISTI et l'UNICEF France. Soutenu par 28 organisations signataires dont FASTI, LDH RESF.